



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

17 mai 2016

Les actualités politiques dominent l'agenda des médias ce jour. Le voyage d'une importante délégation présidentielle à Singapour suscite plusieurs interrogations. Si officiellement, ce déplacement s'inscrit dans le cadre d'un « roadshow économique », quelques quotidiens ne manquent pas de faire remarquer qu'il coïncide avec l'affaire d'exportation illicite de 30 000 rondins de bois de rose malgaches vers la ville-Etat.

Politique interne

FFKM : CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ET LE PILLAGE DES RICHESSES NATIONALES

Les quatre chefs de file du Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes à Madagascar ou FFKM partagent le constat des Evêques catholiques concernant les réalités à Madagascar. « Les rumeurs et les mensonges caractérisent actuellement la société malgache », a déploré le FFKM. Le Conseil a dénoncé les malversations de certains individus qui profitent de la situation pour s'enrichir illicitement et qui font tout pour taire la vérité. « Les Malgaches sont ainsi aujourd'hui dans une incertitude totale », regrette les quatre chefs d'Eglise. En guise de message de pentecôte, le FFKM a lancé un appel aux 22 millions de Malgaches, pour dire non à l'injustice, à l'Etat de non-droit, au vol des richesses nationales, au non-respect de la vie, à la corruption et à l'autorité de l'argent. Par contre, il exclut tout recours aux accusations mutuelles et aux provocations pour éradiquer ces maux. Touchant mot concernant la réconciliation nationale, les dirigeants du Conseil ont réitéré qu'ils sont prêts à poursuivre le processus basé sur le concept du 4F (Aveu, Repentance, Vérité et Solidarité). (Midi Madagasikara, p.3 ; L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.3 ; Tia Tanindrazana, p.2)

VOYAGE PRESIDENTIEL : RAJAONARIMAMPINANINA A SINGAPOUR

A la tête d'une délégation conséquente, le Président de la République Hery Rajaonarimampianina, s'est envolé à Singapour, hier, pour prendre part au « Madagascar Singapore business forum », prévu pour le 18 mai. Comme le soutiennent les sources officielles, il s'agit d'un « roadshow » économique, à l'instar de ses derniers déplacements en France, en Grande-Bretagne ou à Bruxelles, l'objectif étant de séduire le maximum d'investisseurs étrangers à opérer à Madagascar. Concrètement, ce déplacement permettra aux investisseurs étrangers de connaître davantage les potentialités économiques de Madagascar grâce aux témoignages des opérateurs nationaux. En effet, outre quelques membres du gouvernement, plusieurs chefs d'entreprise issus de divers secteurs ont accompagné le Chef de l'Etat. (Madagascar-Laza, p.3)

- **Madagascar Matin** est optimiste et attend des résultats au terme de ce roadshow, notamment des signatures de partenariat « win-win », mais aussi des débouchés pour l'exportation des matières premières de l'île. (p.2)
- « Ce voyage coïncide avec l'affaire des 30 000 rondins de bois de rose saisis au quai

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



*de Singapour, dont un nouveau procès devrait se dérouler dans les semaines à venir », fait remarquer **L'Express de Madagascar**. Le témoignage des autorités malgaches est crucial dans ledit procès. Le Tribunal devra en effet, trancher si au regard de la loi singapourienne, l'importation des bois de rose de Madagascar est effectivement illégale. Le quotidien attend du Chef de l'Etat malgache qu'il suive l'exemple de son ancien Premier ministre et qu'il fasse un témoignage. Il estime qu'une collaboration avec la justice singapourienne, conjuguée avec l'exigence d'une enquête sur les péripéties ayant permis l'exportation de ces 30 000 rondins de bois de rose confirmerait sa réelle volonté de mettre fin à l'impunité dans le trafic des ressources naturelles. (p.3)*

- **La Vérité** partage les mêmes appréhensions et s'interroge si ce voyage n'a pas un lien avec l'affaire d'exportation de 30 000 rondins de bois de rose. En effet, le quotidien est intrigué par la présence du Directeur général du Bureau Indépendant Anti-Corruption dans la délégation malgache. (p.2)

Foyers de tension

MOUVEMENT DE CONTESTATION : L'HEURE DE VERITE POUR LES SYNDICATS

L'ultimatum de 72 heures lancé par l'Alliance des Fédérations et des Organisations Syndicales (Afo Sendikaly) au Président Hery Rajaonarimampianina, pour la réintégration des délégués syndicaux de la compagnie aérienne Air Madagascar, a expiré vendredi. Le mouvement syndical a affirmé vouloir passer au blocage de la machine administrative ce jour, si des ententes ne sont pas trouvées. Bien que Hery Rajaonarimampianina et Solonandrasana Olivier Mahafaly prônent le dialogue, aucune rencontre n'a été organisée jusqu'à aujourd'hui entre les syndicalistes et l'Etat. Les réponses données par le Président de la République sont d'ailleurs claires : « cette manifestation bafoue l'image du syndicat et des luttes syndicales », et il soupçonne en outre, une manœuvre politique. Maharavo Ratolojanahary, Coordinateur de l'Afo Sendikaly, a souligné que la réunion de ce jour déterminera la suite des manifestations. Les syndicalistes affirment déjà que les fonctionnaires s'allieront à leurs causes. « Tous les fonctionnaires suivront notre consigne, une fois le blocage de la machine administrative lancée », avait laissé entendre Florentin Ramamonjisoa, président de la Solidarité des Fonctionnaires Malgaches ou F3M, en marge de la manifestation de l'Afo sendikaly le mardi au gymnase couvert de Mahamasina. (L'Express de Madagascar, p.5)

- **L'Express de Madagascar** rapporte le retour de l'ancien Président de la Transition, Andry Rajoelina au pays, justement au moment où les revendications syndicales sont de plus en plus virulentes et vont jusqu'à demander l'éviction du pouvoir. Le quotidien ne peut s'empêcher de s'inquiéter par rapport à ses dernières déclarations. « La chose que nous attendons tous interviendra cette année », avait-il affirmé en début d'année. Le 7 mai dernier, lors d'une intervention téléphonique visant à requinquer sa troupe, il a réitéré que le temps où ils reconquerront le pouvoir n'est plus pour longtemps. (p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *C'est avec ironie que **La Gazette de la Grande île** révèle la nouvelle stratégie du gouvernement pour mettre un terme aux grèves, à savoir monter une commission ad hoc composée de délégués des syndicats ainsi que de représentants des ministères concernés. Ce constat a été établi sur la base du suivi de l'évolution des manifestations des syndicats de l'Education nationale et du syndicat des pénitenciers. (p.3)*

L'OPERATION A SAKARAHA VIRE A L'HECATOMBE

Vendredi, tôt dans la matinée, une centaine de voleurs de bovidé ou « dahalo », a abattu un gendarme de deuxième classe, lors d'un assaut à Sakaraha. En remontant leurs traces la même journée, un peloton armé constitué de gendarmes, de militaires et de policiers, est tombé dans un guet-apens à Ebona, situé à environ 35 km d'Ankazoabo-Sud. Deux gendarmes stagiaires, un policier et un militaire sont tombés sous les balles de la horde de bandits. Les éléments des forces de l'ordre n'ont pas pu défendre leur position bien longtemps, et ont été contraints de se replier. Hier, lorsque l'effectif ayant essuyé des tirs a été rassemblé, 14 éléments manquaient encore à l'appel. Des informations filtrées au compte-goutte révèlent que les dépouilles des quatre éléments étaient encore sur le champ de bataille, hier en fin d'après-midi. Ayant été des cibles verrouillées dans la ligne de mire des tireurs embusqués qui évitaient tout affrontement frontal, leur chance de s'en sortir était moindre. Pour rappel, cette tuerie survient dans un contexte où l'Unité Spéciale Anti-Dahalo est déjà opérationnelle depuis près de deux mois. Faute d'hélicoptère, les gendarmes d'élite de cette unité, dont le camp est basé à Mahabo Betroka, à environ 400 km de la zone de combat, n'ont même pas pu intervenir. (L'Express de Madagascar, p.9)

Economie et société

INCENDIE DU MARCHE D'ANDRAINJAKA : LES PERTES SONT ESTIMEES A PLUSIEURS MILLIARDS D'ARIARY

Le marché des brocanteurs à Isotry, appelé « marché Andrainjaka », a pris feu la nuit du dimanche de pentecôte. Plus de 300 toits ont été réduits en cendres. Les pertes sont estimées à plusieurs milliards d'Ariary, les marchandises recensées étant essentiellement des équipements de plomberie, de quincaillerie, de textiles et d'appareils électroménagers. L'origine du feu reste encore floue. Les versions sont contradictoires. Alors que certains affirment qu'un court-circuit survenu sur la ligne du secteur a provoqué une réaction en chaîne, les autres soutiennent que le feu s'est propagé au cœur des commerces. D'autres témoins signalent avoir entendu une détonation avant le déclenchement de l'incendie. Plusieurs personnalités politiques sont venues au chevet des victimes. Le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly a remis un lot de 250 tôles et une enveloppe de 5 millions d'Ariary aux sinistrés. Le couple Ravalomanana est également descendu dans le quartier pour encourager les victimes. (Midi Madagasikara, p.4 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.5 ; Madagascar Matin, p.3 ; L'Observateur, p.7 ; Tia Tanindrazana, p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- « Je suis consterné devant ce que vous êtes en train de subir. C'est inacceptable s'il y a une main invisible derrière l'incendie. Je suis prêt à aider le maire à redresser la situation. On a besoin d'une solution pérenne et non d'une mesure tape à l'œil », a déclaré l'ancien Président Marc Ravalomanana lors de son passage sur le lieu de l'incendie. Craignant une récupération politique après l'incendie, l'ancien Chef d'Etat a demandé aux victimes de refuser les dons. (**Midi Madagasikara, p.2**)
- **L'Express de Madagascar** annonce un bilan moins lourd. Selon les investigations du quotidien, l'embrasement à Ambodin'Isotry fait état d'un bilan de 200 commerces incendiés. Le journal a décrit le sinistre et a rapporté les témoignages de plusieurs victimes dans ses colonnes. (**p.8**)
- Selon **La Vérité**, ce sinistre a rallumé la méfiance des victimes. Le quotidien a rapporté l'inquiétude de certains commerçants, qui craignent que cet incendie soit étroitement lié au projet de transfert du site aux Chinois ou à d'autres ressortissants étrangers. (**p.11**)

Relations internationales

DECLARATION DE DJIBOUTI : SECURITE REGIONALE POUR L'OCEAN INDIEN

Le Conseil des ministres des pays de l'Afrique Orientale, Australe et Océan Indien, s'est tenu à Djibouti le 15 mai dernier. Madagascar y a été représentée par la ministre des Affaires étrangères, Béatrice Atallah. La « Déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté maritime et le développement durable » dans la région a été adoptée lors de la réunion. Cette déclaration rappelle l'ensemble des actions qui ont été conduites en faveur de la sécurité maritime depuis la 2^{ème} réunion ministérielle de Maurice en 2010, et dresse les orientations de l'action régionale pour les prochaines années. La réunion ministérielle a décidé d'élaborer une nouvelle stratégie, en ligne avec la Stratégie maritime intégrée à l'horizon 2050 de l'Union africaine. A la suite de batailles diplomatiques intenses menées par la délégation malgache, les décisions prises à l'issue de cette réunion des ministres et des hauts fonctionnaires, ont validé l'hébergement du Centre Régional de Fusion d'Informations Maritimes (CRFIM) à Madagascar. La communauté régionale et internationale a été invitée à participer à l'opérationnalisation dudit centre et à apporter son soutien dans le cadre de l'établissement d'un mécanisme régional de surveillance maritime, à travers le financement de l'union européenne et du Programme pour la Sécurité Maritime ou MASE. (**Midi Madagasikara, p.2 et 3 ; L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.2 ; L'Observateur, p.2**)

Format de couverture

Dans une interview exclusive s'étalant sur une page entière, accordée au quotidien **Les Nouvelles**, l'Ambassadeur de France à Madagascar, Véronique Vouland-Aneini a livré son avis concernant les sujets houleux relatifs à la coopération entre la France et Madagascar. Donnant son opinion concernant le nouveau gouvernement, la diplomate a déclaré qu'il était

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



trop tôt pour juger les résultats de la nouvelle équipe. Elle a particulièrement insisté sur l'importance de la bonne gouvernance, qui selon elle représente l'un des piliers fondamentaux du développement durable avec la transparence et le respect du principe de redevabilité par les dirigeants. A cet effet, elle met en garde contre la corruption qui est « un frein au développement et qui cause la perte de confiance entre les citoyens et l'Etat ». Elle a d'ailleurs déclaré que l'ambassade de France appuiera le Bureau commun des inspections, dont la création a bénéficié du soutien de l'Union européenne. Sur la question des îles Eparses, elle a rappelé que le Président français François Hollande et son homologue malgache Hery Rajaonarimampianina ont déjà convenu que les discussions allaient s'ouvrir sur le dossier au niveau des hauts fonctionnaires, notamment pour permettre un examen apaisé et constructif des enjeux. Finalement, elle a tenu à mettre les points sur les « i » concernant la Francophonie. « La Francophonie n'est pas la France ; c'est un ensemble de pays qui comptent parmi les plus importants au monde (...) La langue française est un outil de partage et non une arme de domination », a-t-elle soutenu, pour taire la polémique sur l'accueil du Sommet de la Francophonie qu'une partie de l'opinion assimile à un prolongement de la domination française. (p.4)

PROJET DE LOI SUR LES PROPRIETES PRIVEES TITREES : LE COLLECTIF TANY S'INSURGE

*Le Collectif Tany tire la sonnette d'alarme concernant le danger que représente l'application du projet de loi sur les propriétés privées titrées. Actuellement en cours de discussion au niveau ministériel, cette ébauche contient un article qui chercherait à donner les mêmes droits d'accès à la propriété foncière aux Malgaches et aux étrangers. **Madagascar Matin** a accordé une page entière à la lettre ouverte de cette société civile, adressée au Premier ministre. Jugeant l'arrivée des investisseurs étrangers à Madagascar « insatisfaisante », le Collectif Tany soutient que la cession généralisée des terres malgaches aux étrangers n'améliorera en rien le climat des affaires. « Accorder des privilèges encore plus importants à des investisseurs étrangers risque d'appauvrir la majorité des Malgaches de manière encore plus criante », met en garde le Collectif. (p.5)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



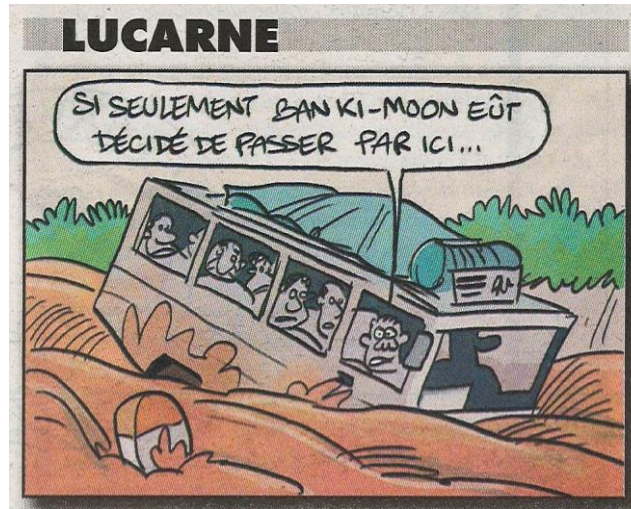


INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

